

## Règlement de compte ? Flinguer la Trésorerie de Miramas...pendant l'été. Tout sauf un fait divers !

Le journal officiel du 3/09, comme un faire-part. Un arrêté du 26/08 portant « réorganisation des postes comptables »; Il faut égrener la nécro, car ce jour là, le porte-plume du secrétaire d'Etat chargé du budget a fait couler beaucoup d'encre. La Trésorerie de Miramas sera liquidée au 01/01/2017 et ses activités ainsi que son personnel seront transférés sur Istres.

Et puis c'est tout. L'administration ne reçoit pas.

La décision était à l'arbitrage... mais la rumeur courrait déjà depuis juillet...Ainsi les raisons qui avaient justifié l'abandon du funeste projet de fermeture l'an dernier allaient désormais être caduques... et le sursis révoqué.

**Faut qu'ça ferme ! Pour l'exemple. (Cf. illustration).**

Pour l'exemple, parce qu'aucun élément nouveau n'est avancé par la DRFIP 13 ou la DG pour justifier ce revirement.

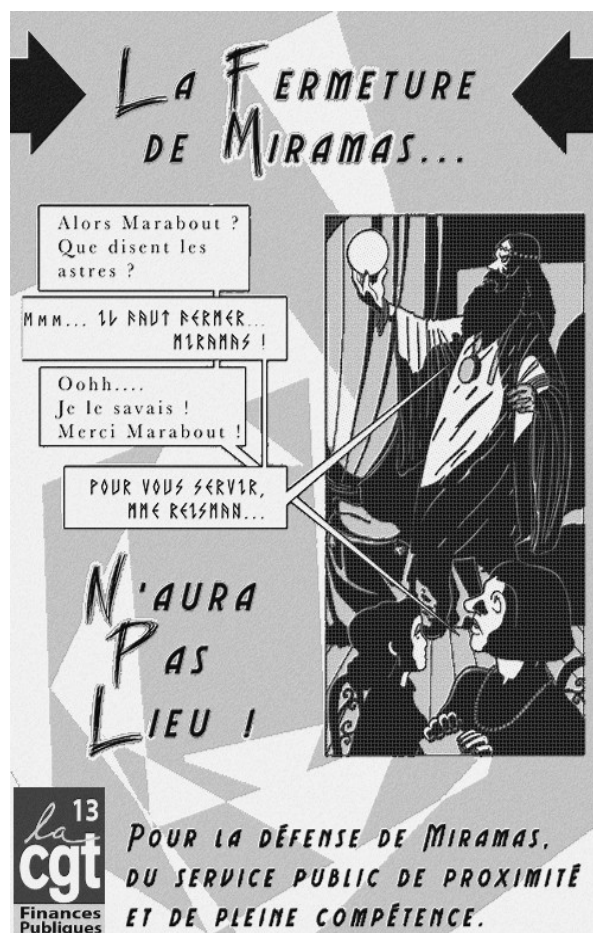
- Comment expliquer que les quelques agents de la Trésorerie de Miramas mettraient en danger l'existence de la Drifip 13 et ses quelques 2700 employés ?
- Comment justifier par la politique immobilière de l'État que le prix modique versé en location à la commune mettrait en péril le budget de fonctionnement de tout une direction ?
- Comment expliquer que les 27 000 miramasséens n'ont plus besoin de leur Trésorerie ? *Parce qu'on leur explique déjà qu'ils n'auraient plus besoin de leur centre de sécurité sociale ? (projet de fermeture également !).*

Ainsi les documents présentés au CTL d'avril 2016 minorent les chiffres de fréquentation du public, lesquels chiffres sont bidonnés parce que le réel décompte justifie à lui seul le maintien de ce service de proximité et de pleine compétence.

Nous avons dénoncé ce tour de passe-passe avec les agents lors de l'envahissement du comité technique d'avril en nous appuyant sur la pétition des agents d'Istres (refus des transferts de charges pour des services déjà sur-fréquentés pas le public), puisque les seuls indicateurs retenus pour Miramas étaient la fréquentation en phase déclarative et en période de recouvrement des échéances d'impôts, faisant ainsi l'impasse sur les 6 autres mois de l'année et l'activité de recouvrement des produits locaux ! Et oui, le Secteur Public Local, ça existe et ce n'est pas que des lignes budgétaires !

**Car du public, il y en a au guichet de la Trésorerie de Miramas. Il se compte par milliers !**

Ce même public, ces usagers, ces contribuables, ceux-là même pour lesquels l'administration n'a eu de cesse de nous mettre la pression et de communiquer à grand coups de *charte Marianne*, d'*identification nominative* avec badge nom prénom, de mise en place d'*accueils primaires et secondaires* et de « *guichet fiscal unique* », ce même public auquel il est indiqué par des affiches que *frauder c'est voler...* voilà que certains décident de lui voler son service public de proximité. **Bonjour le civisme et l'exemplarité !**



# Que fait la CGT ?

Pour le syndicat, pas question de s'habituer ou de considérer que la liquidation d'un service... c'est dans l'air du temps.

Nous savons – même si l'affectation d'un contrôleur au 01/09 est venu renforcer l'équipe de Miramas- combien il est difficile de supporter la charge du travail dans une trésorerie mixte quand l'effectif est réduit à la portion congrue. Nous savons l'intensité du travail et la charge mentale qu'il génère sur les agents C, B ou A. D'autres agents dans d'autres Trésoreries le savent parce qu'ils le vivent.

Ainsi sommes- nous intervenus, pétitions à l'appui, pour que les collègues des Pennes Mirabeau ou de Marseille hospitalière voient leur équipe étoffée lors du mouvement de septembre.

Mais qui est responsable de ce sort réservé aux agents ? Certainement pas le public, certainement pas nos collègues !

Est-il alors logique, cohérent, « équitable » d'en faire payer le prix aux agents et aux usagers obligés de rejoindre tous les jours un service à 13 km et plusieurs fois dans l'année pour des usagers dont le maire rappelle dans son courrier au 1er Ministre, « *qu'ils sont très pauvres, (...) souvent privés de véhicule (...) coupés des moyens modernes de communication (fracture numérique)...* ». Chacun n'a pas un véhicule de fonction et un chauffeur à disposition, Madame la Directrice !

Mais peut-être avons nous là la vraie raison de la volonté de fermeture de la Trésorerie. Elle n'est pas rentable, il n'y a que des pauvres ! Et les pauvres on les entasse, comme cela a été fait à Sadi Carnot à Marseille.

Nous savons aussi que cette logique de mis à mal dans le travail est générée par les suppressions d'emplois et une allocation des ressources – les emplois) (tagerfip) qui minimise la charge de travail réel.

Nous savons que l'administration use de ce stratagème pour justifier la fermeture d'un service en arguant une meilleure qualité de travail en fusionnant et en organisant le travail par pôle (recette, dépense, compta)...

Enfin, concernant la Trésorerie de Miramas, ce n'est pas l'effet « métropole » qui vient siphonner ses missions. Il est même question de nouvelles charges de travail...

Le syndicat est en contact avec les agents, mais aussi avec les élus de la population.

Le maire a d'ailleurs interpellé le 1er Ministre par écrit, lui demandant d'arbitrer et de revenir sur la décision de fermeture de la Trésorerie, qu'il qualifie d'« équipement essentiel », de « service de proximité indispensable » et qui réfute l'affirmation « d'une concertation réussie ».

D'ailleurs si la « concertation » avait été réussie, la Drfip 13 aurait communiqué aux représentants du personnel l'avis du préfet, l'avis du sous-préfet, l'avis des élus locaux. Mais c'est l'omertà qui règne.

De son côté la CGT Finances publiques 13 a déjà rencontré le 9 septembre 2016 en préfecture M. Hugo Bevert, conseiller aménagement du territoire, ville et citoyenneté du 1er Ministre, en présence du chef du pôle PPR de la Drfip 13 et du chef de cabinet du préfet.

Nous avons exposé le contexte général -réforme du territoire, "aménagement des structures et du réseau" c'est à dire le plan de fermeture et de concentration des services des Finances publiques) réalité socio-économique, risques de désertification du service public sur la commune de Miramas avec l'enjeu du maintien du centre de sécurité sociale et bien sûr la Trésorerie dans une commune où de nombreuses initiatives sont mises en œuvre pour garantir le lien social, le vivre ensemble et l'essor économique. Nous avons bien sûr rappelé que deux quartiers étaient classés en Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

Nous avons réitéré notre incompréhension de voir ainsi sacrifiée la Trésorerie, alors que les éléments qui avaient prévalu à son maintien en 2016 nous semblent toujours d'actualité.

Nous avons rappelé le bidonnage des chiffres de fréquentation du guichet, subterfuge destiné à minimiser l'utilité de ce service de proximité.

Les services de la Drfip 13 comptent quelques 2700 agents. nous ne voyons pas en quoi le maintien de cette unité composée de 6 agents mettrait en péril notre administration au plan local.

Nous avons rappelé que l'initiative de liquider la trésorerie vient de notre directrice, que notre administration agit dans le secret, qu'aucun document relatif à la consultation pourtant obligatoire des élu-es locaux ou nationaux, du préfet, de l'IGF n'a été communiqué aux représentants du personnel.

Le conseiller a "pris note". Il a tenté sur proposition de la Drfip 13, d'envisager une "permanence" finances publiques dans une « maison des services publics ». Nous avons opposé un refus catégorique. Nous ne sommes pas au fond de la Pampa et les miramasséens ont besoin tous les jours de leur trésorerie.

**Des rendez-vous sont bien sûr pris avec les élus locaux pour gagner le maintien d'un service et assurer ainsi l'égalité d'accès et de traitement des usagers et des partenaires institutionnels. On lâche rien !**